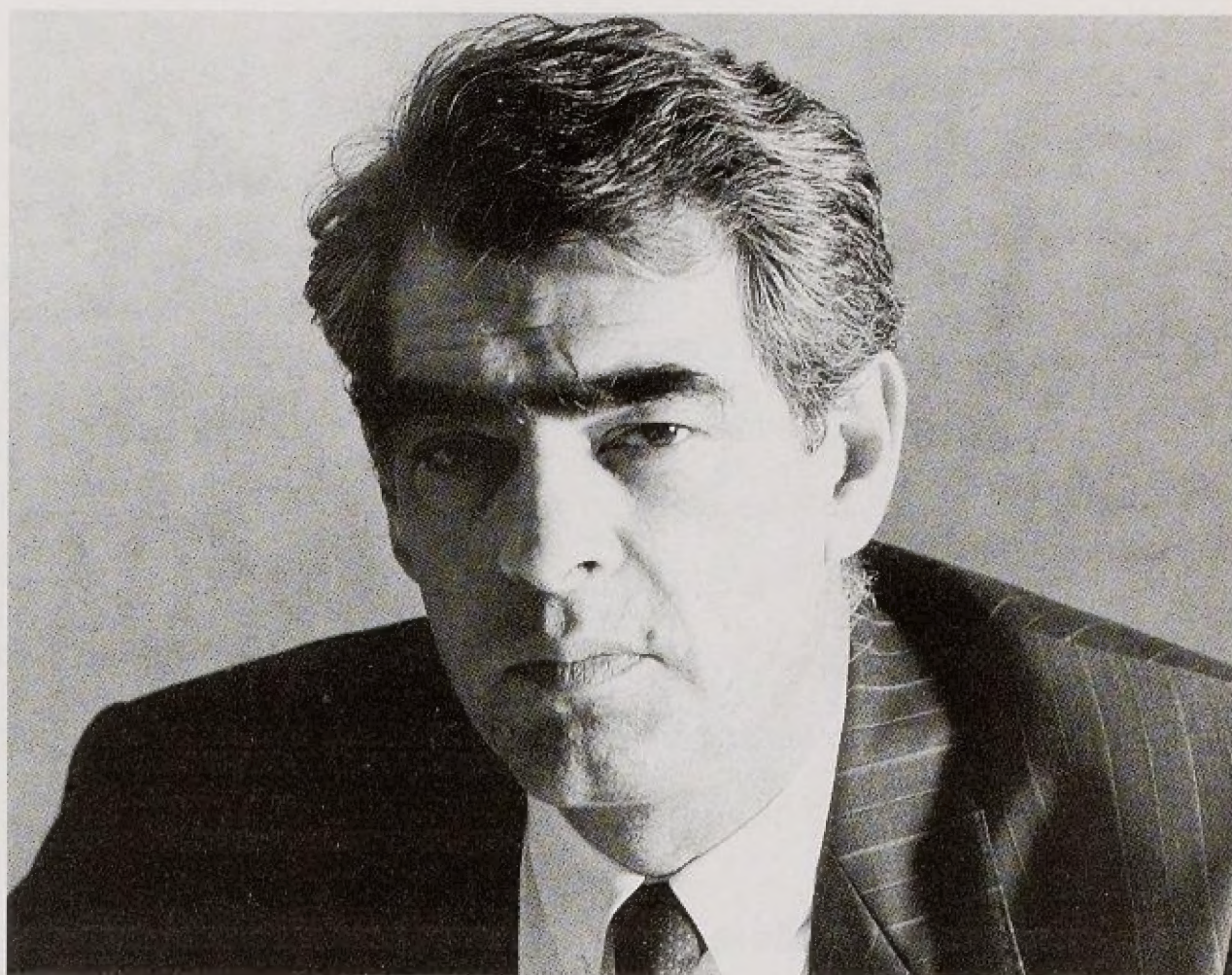


Chère Madame, Cher Monsieur,

Dans un monde en plein bouleversement,
la France a su faire face, et se battre avec fermeté.
Alors que d'autres pays sacrifiaient leurs systèmes
sociaux sur l'autel de la compétitivité, nous avons
su **concilier l'impératif effort
de modernisation avec la défense
et l'extension des garanties sociales :**

retraite à soixante ans, cinquième semaine de
congrés payés, 39 heures hebdomadaires, mise en place
du Revenu minimum d'insertion, Lois Auroux sur les droits des salariés ...



Henri Emmanuelli, Président de l'Assemblée nationale,
Président du Conseil général des Landes

Quel pays peut se vanter d'un tel effort, d'un tel résultat ? L'Angleterre, si chère aux libéraux ?
Les Etats-Unis des années Reagan ? Dans ces pays, les salariés ont payé très cher le prix de la modernisation
économique. Mais je n'ignore pas que, malgré ce bilan, **les années qui viennent de s'écouler ont
été difficiles**, car le chômage et ses conséquences ont été et restent le drame, humain et social,
de notre époque. Certes, ce mal n'est pas spécifique à la France et aux Socialistes. Tous les pays sont touchés
de plein fouet. En Europe, 11% de la population active est sans emploi, 10% en France.

**Les remèdes classiques en terme de croissance et de formation se sont avérés
impuissants. Pourquoi ?**

Le progrès scientifique s'est diffusé dans tous les secteurs d'activité (Agriculture, Industrie et Services).
Pour la première fois, dans des proportions et à un rythme vertigineux, l'alliance de la machine
à l'informatique a permis **un accroissement considérable de la richesse produite
tout en supprimant des emplois**. La concurrence entre les pays et l'ouverture des frontières ont
renforcé et aggravé cette évolution.

Recherchant l'abaissement de leur coût de production, bon nombre d'entreprises se sont implantées
dans des pays où la main-d'œuvre est exploitée. Ces pays, grâce à la faiblesse de leurs coûts salariaux
et à l'absence de tout système de protection sociale, inondent de surcroît nos marchés de produits à des prix
défiant toute concurrence. **En matière agricole, les événements des derniers mois
et les négociations en cours au G.A.T.T. démontrent sans conteste les dangers
d'une politique de libre échange mal contrôlée**. Dans le département, nous luttons aux côtés
des agriculteurs et de leurs représentants pied à pied pour en limiter les effets dévastateurs.

... / ...

Dans ce contexte de guerre économique, nous avons parfois cédé trop facilement aux lois du marché qui permettent, certes, de produire des richesses mais qui n'ont jamais su les répartir équitablement, dans un souci d'intérêt général. **Nous devons dès aujourd'hui inverser ces tendances, si nous voulons apporter des réponses aux problèmes du chômage.**

La puissance publique, et en premier lieu l'Etat, doit assumer de nouveau les responsabilités qui sont les siennes : assurer la cohésion sociale, la répartition des richesses, et donner un sens à la vie en collectivité. Seule la volonté politique sera à même d'imposer des choix comme la réduction du temps de travail, sans baisse de salaire, d'impulser une politique d'aménagement du territoire, d'organiser la protection contre une concurrence internationale souvent déloyale, de recréer des emplois là où l'intérêt public a été oublié au profit d'une rentabilité immédiate.

La Droite, fidèle à son histoire et à ses intérêts, propose au contraire de faire payer aux salariés le prix du chômage : baisse des salaires, de la protection sociale (retraite par capitalisation, par exemple), démantèlement de l'éducation nationale, soumission des grands services publics à la loi brutale de l'offre et de la demande ...

Le combat politique des mois et des années à venir se fera autour de ces choix et des valeurs qui les sous-tendent.

Nous verrons alors que, contrairement à l'idée répandue, la Droite et la Gauche n'ont pas disparu, et qu'après avoir vécu les années "économiques", il faudra replacer les questions sociales au premier plan.

Je prendrai, résolument, et à vos côtés, ma part à ce combat, comme je l'ai toujours fait au quotidien dans les Landes.

Henri Emmanuelli

Président de l'Assemblée nationale

Président du Conseil général des Landes

Candidat : Henri Emmanuelli
Candidat suppléant : Robert Cabé

Parti Socialiste

Alliance des Français pour le progrès